



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 142 – 4^{ème} trimestre 2009

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis



Sommaire

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>12</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>14</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>14</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	15
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	17
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 Taux réglementés	20
6.2 Principaux taux de marché	20
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	20
6.4 Taux de l'usure	20
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 Emission mensuelle de billets euros	21
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

Synthèse internationale

Les effets de la crise économique et financière semblent progressivement s'atténuer. Un retour de la croissance a été enregistré depuis le second semestre 2009 dans les principales économies mondiales, mais il demeure timide et fragile. La reprise reste fortement dépendante des politiques publiques et plus particulièrement de l'inflexion de leur appui, après les actions massives et concertées de l'année 2009 (plans de relance, baisses des taux directeurs des banques centrales).

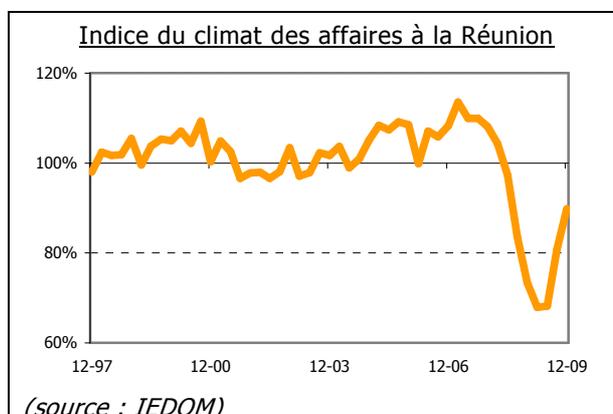
Dans la zone euro, l'activité économique a continué de croître modérément sur le dernier trimestre 2009 dans un contexte de stabilité des prix et d'excédent commercial (22,3 milliards d'euros à fin 2009). Mais le marché de l'emploi demeure tendu et les prêts bancaires au secteur privé ont observé une croissance atone sur l'année 2009. L'attention se porte également sur la résorption des déficits budgétaires nationaux, et notamment ceux de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Aux Etats-Unis, le plan de relance de 787 milliards de dollars, signé en février 2009, a contribué à sortir le pays de la récession économique mais le chômage se maintient à des niveaux historiquement élevés (9,7 %). En Asie, la menace d'une surchauffe et la formation de bulles spéculatives ont conduit les autorités monétaires chinoises à opérer pour la 2^{ème} fois depuis le début de l'année 2010 un resserrement monétaire.

Les taux directeurs des principales économies mondiales sont demeurés à des niveaux planchers, soit dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % aux Etats-Unis et à 1 % dans la zone euro. Les décisions de politique monétaire semblent toutefois s'infléchir. Ainsi, pour la première fois depuis le début de la crise, la FED a relevé au cours du mois de février 2010 son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 %. De son côté, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé qu'il prendra début mars 2010 des décisions concernant l'opportunité de maintenir des mesures non conventionnelles dans un contexte d'amélioration de la situation sur les marchés financiers.

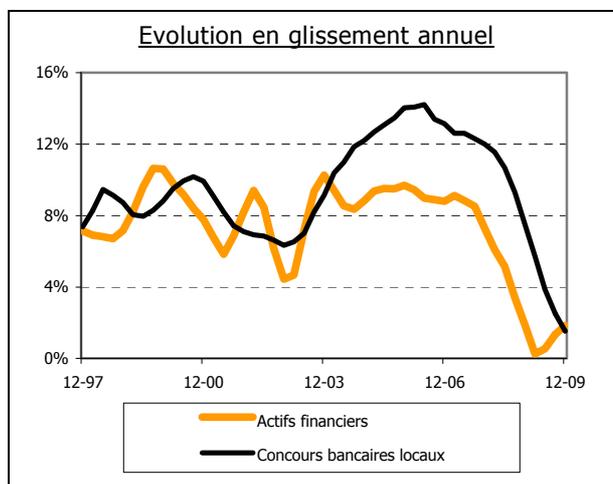
Le rebond observé sur les grandes places boursières tout au long de l'année 2009 a légèrement fléchi sur le début de l'année 2010. Par ailleurs, l'euro a été exposé à de fortes tensions, sous l'effet de l'ampleur des déficits budgétaires de plusieurs pays de la zone euro. Son cours a atteint ses plus bas niveaux depuis mai 2009, passant sous la barre des 1,35 euro pour un dollar. Le prix du baril de pétrole se maintient à un niveau élevé, autour de 78 dollars dans le courant du mois de février 2010.

L'activité bancaire enregistre les premiers signes de l'atténuation de la crise économique réunionnaise

Comme observé au niveau international, la situation économique du département semble également s'améliorer au quatrième trimestre 2009 et au début de l'année 2010. L'indice du climat des affaires (ICA) à la Réunion, qui traduit notamment l'évolution de l'opinion des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM, continue ainsi de se redresser au quatrième trimestre 2009, même s'il demeure encore inférieur à sa moyenne longue période.



Le système bancaire a enregistré au cours de ce quatrième trimestre 2009 une hausse des ressources collectées et des crédits consentis, après un début d'année 2009 difficile, marqué par la stagnation de l'activité bancaire. Les ressources collectées par les établissements de crédit installés dans le département progressent ainsi de +1,5% au quatrième trimestre (+151 millions d'€), s'établissant à 10,4 milliards d'€ à fin décembre 2009.

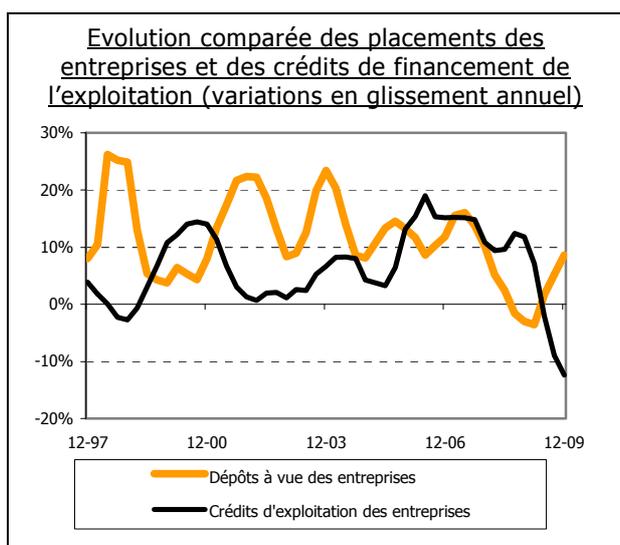


En glissement annuel sur douze mois, la collecte d'épargne continue son rebond pour atteindre une hausse de +2,3% à fin décembre 2009 (contre un minimum de -0,1% au 31 mars 2009). L'économie réunionnaise a connu en 2008-2009 un ralentissement historique de l'épargne collectée, plus important que lors des difficultés économiques et financières enregistrées en 1993 et en 2002.

Après trois trimestres particulièrement atones en matière de distribution de crédits, le quatrième trimestre 2009 a enregistré une croissance de +1,9% sur les encours de crédits consentis par les établissements installés dans le département, qui atteignent 12,7 milliards d'€ à fin décembre 2009. Néanmoins, mesuré en glissement annuel, le rythme de croissance des encours de crédits a continué de ralentir tout au long de l'année 2009 jusqu'au quatrième trimestre pour s'établir à +1,3% à fin décembre 2009, soit son plus faible niveau enregistré depuis l'année 1995 et la fin de la crise de 1993.

La reprise de l'épargne est tirée ce trimestre par les comptes de dépôts à vue des entreprises ...

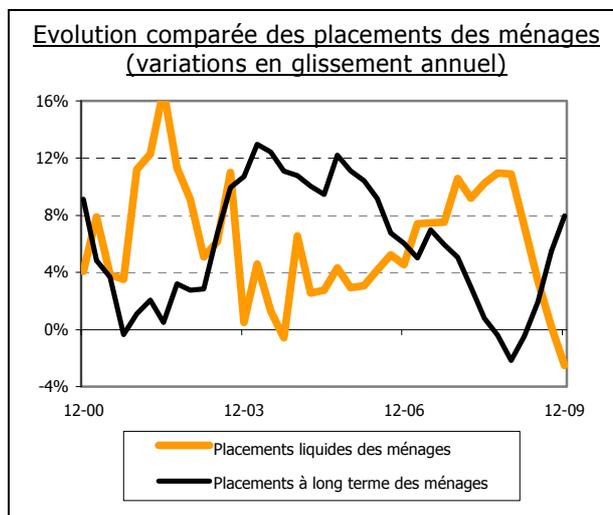
Le quatrième trimestre 2009 a enregistré une nouvelle progression des encours des comptes ordinaires créditeurs de la majeure partie de la clientèle du système bancaire local, qui atteint +4,1% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'inscrit néanmoins en ralentissement par rapport au trimestre précédent (+8,0%). Au cours des deux derniers trimestres, ce sont les dépôts à vue des entreprises qui croissent le plus rapidement (+9,2% au quatrième trimestre et +11,5% au troisième trimestre) tandis que ceux des ménages progressent plus modérément (+3,4% au quatrième trimestre et +4,0% au troisième trimestre).



La hausse des dépôts à vue des entreprises demeure concomitante à une diminution relative de leurs encours de crédits d'exploitation.

Les comptes d'épargne, essentiellement détenus par les ménages, progressent également légèrement au quatrième trimestre 2009 (+1,3%) après une légère baisse enregistrée le trimestre précédent. Sur douze mois, leur progression atteint +3,5%, un rythme relativement faible qui s'explique par le niveau très bas des taux de rémunération actuels. Si les livrets A ne progressent que de +1,1% au quatrième trimestre 2009 (après -0,3% au troisième trimestre), leur croissance en glissement annuel s'établit néanmoins à +21,3% par rapport à décembre 2008 grâce à la forte hausse enregistrée au premier trimestre 2009 (+16,1%) suite à l'extension à toutes les banques de leur commercialisation. L'effet positif sur la collecte des livrets A n'aura néanmoins duré qu'un seul trimestre.

Les placements à taux de marché s'inscrivent en baisse au quatrième trimestre 2009 de -5,5%, pâtissant vraisemblablement d'arbitrages en faveur des liquidités. Les plus fortes baisses sur le quatrième trimestre touchent les placements sous forme d'OPCVM-monétaires (-13,0% entre septembre et décembre 2009) et les comptes créditeurs à terme (-4,6%). En glissement annuel sur les douze derniers mois, les placements à taux de marché reculent même de -18,2%, après une année 2008 où ce type de placement avait rencontré l'adhésion de la clientèle et avait surtout été privilégié par les banques qui cherchaient à limiter leurs besoins de refinancement.



L'épargne à long terme progresse de +2,0% sur le quatrième trimestre 2009. Quelques produits s'inscrivent en baisse, tels les OPCVM titres (-2,4%) et les actions (-1,4%). Les plus fortes hausses concernent inversement les obligations (+7,3% sur le quatrième trimestre), les plans d'épargne retraite populaires (+4,4%) et l'assurance-vie (+2,2%). En glissement annuel, l'épargne à long terme s'accroît de +7,5% à fin décembre 2009, grâce aux hausses importantes des actions (+32,2% sur un an) et des obligations (+28,4%).

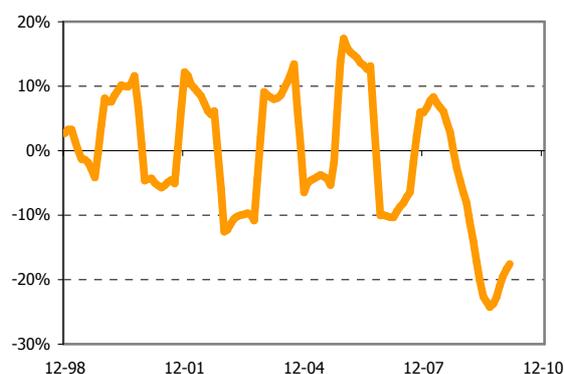
Le redressement des crédits aux ménages témoigne d'une amorce de reprise de la consommation ...

En matière de distribution de crédits à la clientèle, après plusieurs trimestres difficiles, le quatrième trimestre 2009 est marqué par une reprise des financements consentis aux ménages et la poursuite de l'atonie du marché des entreprises.

Le financement de l'habitat des ménages s'inscrit ainsi en hausse de +2,3% sur le quatrième trimestre 2009 (+96 millions d'€) après deux précédents trimestres difficiles (+0,4% au troisième trimestre et +0,9% au second trimestre). Cette reprise peut néanmoins s'expliquer par la finalisation d'opérations de défiscalisation.

Le financement de la consommation des ménages s'inscrit en hausse de +1,3% au quatrième trimestre 2009, après cinq trimestres consécutifs de baisse des encours (-0,6% au troisième trimestre 2009, -1,7% au deuxième et -1,6% au premier). Les encours s'inscrivent néanmoins en recul de -2,1% sur douze mois glissants (après -4,6% à la fin du trimestre précédent). Cette reprise traduit un frémissement de la consommation des ménages et notamment des ventes de véhicules automobiles au mois de décembre 2009. Les ventes annuelles de véhicules automobiles diminuent néanmoins de près de -20% en janvier 2010 par rapport à janvier 2009 (23.065 ventes contre 28.293 en janvier 2009 et un maximum de 31.343 en juillet 2008 avant le déclenchement de la crise).

Evolution des ventes annuelles de véhicules neufs à la Réunion (en glissement sur douze mois)



(source : Statistiques Sorefi)

Inversement, **les crédits d'investissement consentis aux entreprises** s'inscrivent une nouvelle fois en recul au quatrième trimestre (-0,1% après -0,7% entre juin et septembre 2009 et -1,7% entre mars et juin 2009). Cette atonie des encours des crédits à l'équipement peut s'expliquer par l'absence de redressement des investissements des entreprises dans une conjoncture économique encore dégradée.

Les crédits d'exploitation des entreprises progressent significativement au quatrième trimestre 2009 (+4,9%), mais sont en baisse de

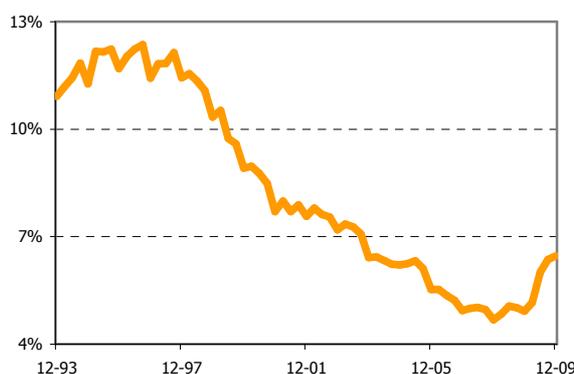
-12,5% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Les différentes formes de crédits « causés » comme l'affacturage (+23,4% sur le quatrième trimestre), les mobilisations de créances commerciales (+20,5%) ont manifestement été privilégiés par rapport aux financements dits « en blanc », comme les crédits de trésorerie (+2,1%) et les comptes ordinaires débiteurs (-4,8%), en raison vraisemblablement d'une garantie de remboursement plus élevée pour les banques et de conditions de taux plus intéressantes pour les entreprises bénéficiaires.

Les crédits consentis aux collectivités locales s'inscrivent pour leur part en baisse de -0,6% sur le quatrième trimestre 2009, témoignant d'un ralentissement des programmes d'investissement. En glissement annuel sur douze mois, les encours des crédits aux collectivités locales progressent de +1,4% par rapport à décembre 2008 contre -0,7% douze mois auparavant.

Fort accroissement des créances douteuses et des indicateurs de défaillance

Les **créances douteuses** brutes continuent toujours de progresser significativement au 31 décembre 2009. Leur encours s'établit à 820 millions d'€ à cette date, en hausse de +26 millions d'€ (+3,3%) au quatrième trimestre 2009 après +5,6% au troisième trimestre et +17,1% au deuxième trimestre. En glissement annuel, la hausse des encours des créances douteuses s'établit désormais à +33,0% à fin décembre 2009 contre +29,2% à fin septembre.

Taux de créances douteuses à la Réunion

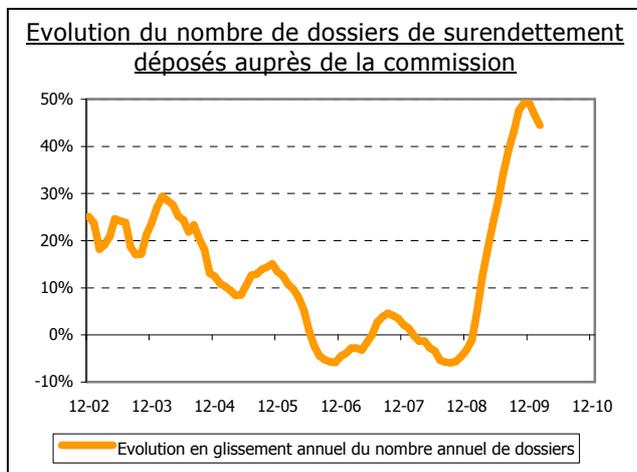


Le taux de créances douteuses de la place s'établit désormais à 6,5% des encours totaux de crédits à fin décembre 2009 contre 6,4% à fin septembre 2009 et 4,9% à fin décembre 2008.

Les provisions sur créances douteuses augmentent de +4,6% au quatrième trimestre 2009 (à 513 millions d'€) mais de +33,8% en glissement annuel sur douze mois, tandis que les créances douteuses nettes s'accroissent de +1,4% (à 307 millions d'€) sur la même période (+31,5% sur douze mois).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages à la fin décembre 2009, que ce soit en matière de

surendettement (hausse de +50% du nombre annuel de dossiers de surendettement déposés à 2009 par rapport à fin 2008) ou de chômage (hausse du nombre de chômeurs de +24,0% en glissement annuel) ; ainsi que des entreprises (progression des impayés sur effets des entreprises de +12,1% en cumul) continuent de témoigner de la dégradation de la qualité du risque de crédit liée à la crise économique enregistrée en 2009.



Une conjoncture qui semble se stabiliser au premier semestre 2010

Les dirigeants des établissements de crédit, interrogés dans le cadre de l'enquête trimestrielle d'opinions, font état d'une activité bancaire en matière de collecte de dépôts ou de distribution de crédit en léger retrait au premier trimestre 2010 par rapport à la fin de l'année précédente, mais ils anticipent un net redressement pour le deuxième trimestre 2010, que ce soit pour les entreprises ou pour les ménages.

Par ailleurs, les différents indicateurs de rentabilité des établissements de crédit semblent être bien orientés au cours des deux premiers trimestres de l'année 2010, avec notamment une amélioration continue du produit net bancaire, des commissions prélevées, du coût du risque et du résultat net.

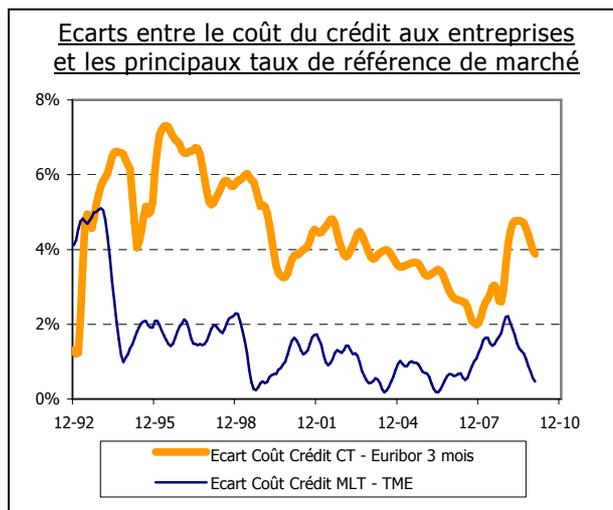
Seules les opinions des dirigeants des établissements de crédit sur la conjoncture économique du département demeurent encore majoritairement négatives, même si les anticipations font état d'une amélioration en cours.

Les taux des crédits aux entreprises sont orientés à la baisse mais le différentiel avec les taux de marché demeure élevé

Au niveau européen, les taux d'intérêt sont demeurés relativement faibles depuis la fin de l'année 2009 et le début de l'année 2010, malgré les tensions enregistrées sur le marché des changes en zone euro. L'Eonia et les diverses maturités de l'Euribor sont ainsi restés stables en dessous ou proches des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne, qui s'établissent à 1% depuis le 13 mai 2009.

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, réalisée par l'IEDOM au mois de janvier 2010, fait apparaître une forte baisse du taux des crédits aux entreprises, qui s'établit en moyenne à 4,22% contre 5,53% lors de la précédente enquête de juillet 2009.

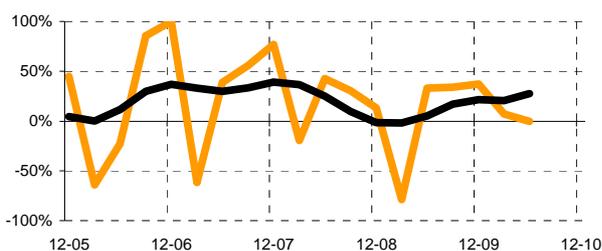
La baisse des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises concernent aussi bien les financements à court terme, en baisse de -133 points de base (4,46% en janvier 2010) que les financements à moyen et long terme (en recul de 110 points de base).



L'écart avec les taux de marché demeure néanmoins important pour les financements à court terme consentis aux entreprises (près de 4 points en moyenne par rapport au taux Euribor 3 mois). A l'inverse, le taux des crédits à moyen et long terme s'établit en moyenne à un niveau proche des taux obligataires obtenus par l'Etat pour le financement de ces emprunts.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

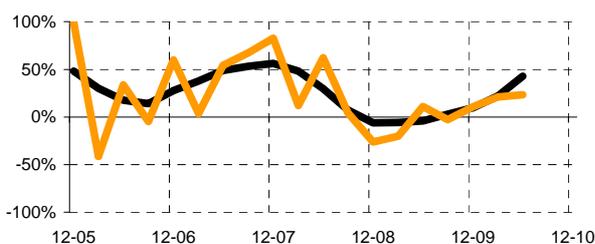
Tendance des dépôts collectés



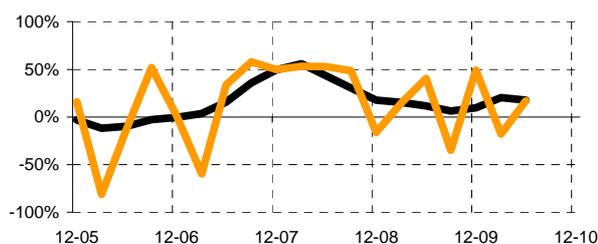
**Soldes d'opinions (bruts) des dirigeants
Réalizations du premier trimestre 2010
Prévisions pour le second trimestre 2010**

Etablissements interrogés : Bfcoi, Bnp Paribas Réunion, Br, Bred-Bp Réunion, Crcamr, Cepac Réunion, Crédit Sofider Oi, Sorefi, Ocor Lease Réunion, Réunionbail, Cmoi, Crmmom, Cfb, Fortis Oi, Natixis Factor, Cga et Banque Postale.

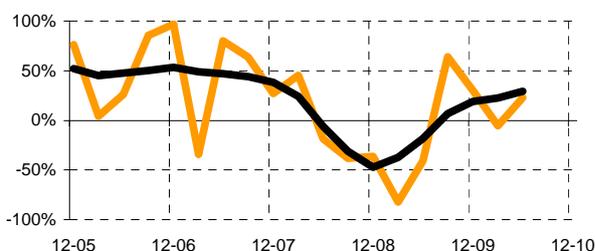
Production de crédits d'équipement aux entreprises



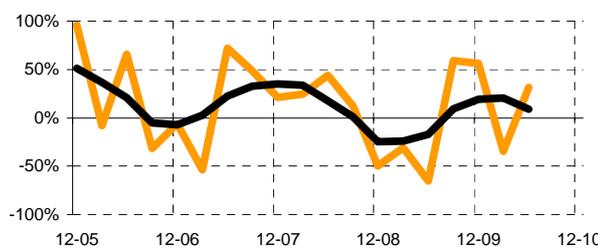
Production de crédits d'exploitation aux entreprises



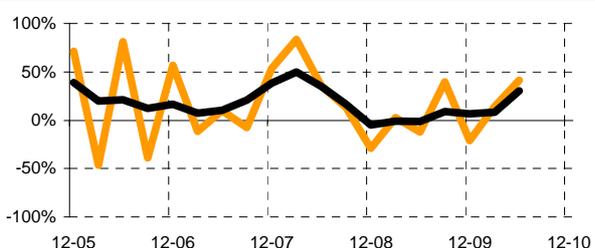
Production de crédits à l'habitat des ménages



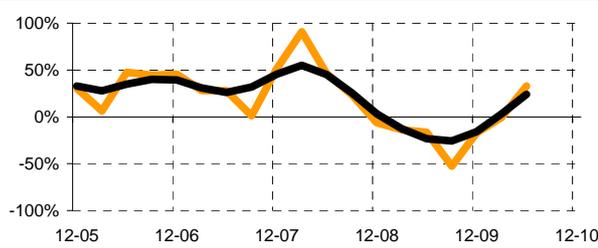
Production de crédits à la consommation (ménages)



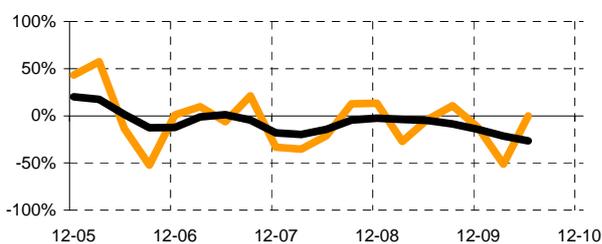
Tendance du produit net bancaire



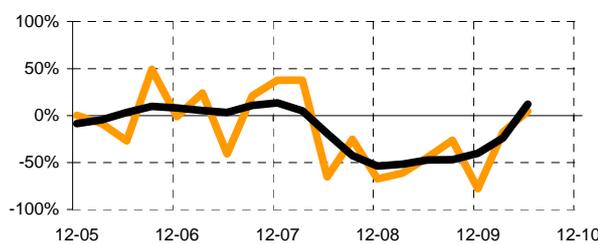
Tendance des commissions prélevées



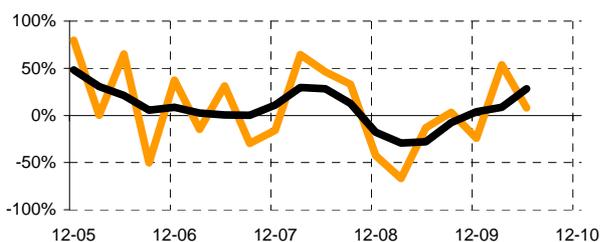
Tendance des charges d'exploitation bancaires



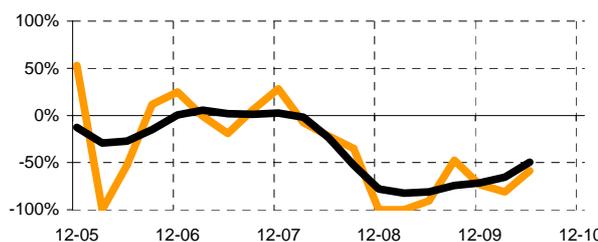
Tendance du coût du risque



Tendance du résultat net



Tendance de l'environnement économique



courbe orange (grise) : solde net des opinions mesuré

courbe noire : tendance désaisonnalisée (méthode additive)

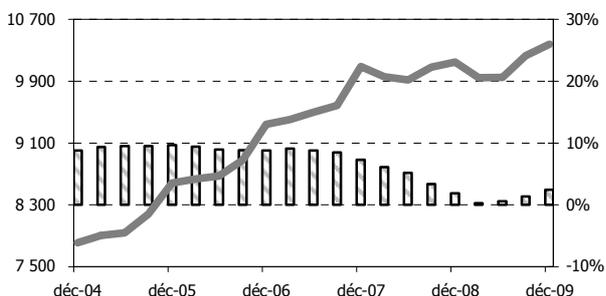
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	1 an	1 trim
Sociétés non financières	2 537,012	2 400,906	2 321,889	2 458,440	2 399,730	2 249,722	2 223,991	2 338,501	2 432,610	1,4%	4,0%
Dépôts à vue	1 275,260	1 094,065	1 075,837	1 082,275	1 189,064	1 070,251	1 057,544	1 179,658	1 288,014	8,3%	9,2%
Placements liquides ou à court terme	1 074,717	1 125,081	1 060,594	1 047,411	1 032,567	1 009,984	984,204	961,498	932,523	-9,7%	-3,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,929	0,941	0,804	0,688	0,719	0,674	0,729	1,337	0,616	-14,3%	-53,9%
Placements indexés sur les taux de marché	1 073,788	1 124,140	1 059,790	1 046,723	1 031,848	1 009,310	983,475	960,161	931,907	-9,7%	-2,9%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>346,048</i>	<i>396,634</i>	<i>374,553</i>	<i>396,379</i>	<i>397,492</i>	<i>378,404</i>	<i>413,084</i>	<i>379,340</i>	<i>382,045</i>	<i>-3,9%</i>	<i>0,7%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>327,073</i>	<i>304,984</i>	<i>271,756</i>	<i>257,922</i>	<i>212,843</i>	<i>235,383</i>	<i>246,397</i>	<i>265,483</i>	<i>221,691</i>	<i>4,2%</i>	<i>-16,5%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>397,067</i>	<i>419,587</i>	<i>411,623</i>	<i>391,076</i>	<i>419,414</i>	<i>393,424</i>	<i>323,245</i>	<i>314,188</i>	<i>327,082</i>	<i>-22,0%</i>	<i>4,1%</i>
Epargne à long terme	187,035	181,760	185,458	328,754	178,099	169,487	182,243	197,345	212,073	19,1%	7,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>57,693</i>	<i>53,289</i>	<i>49,773</i>	<i>41,363</i>	<i>36,753</i>	<i>31,509</i>	<i>31,376</i>	<i>32,271</i>	<i>31,887</i>	<i>-13,2%</i>	<i>-1,2%</i>
Ménages	7 097,805	7 084,581	7 162,193	7 187,317	7 276,917	7 231,435	7 284,692	7 426,156	7 515,337	3,3%	1,2%
Dépôts à vue	1 846,647	1 757,023	1 793,862	1 774,568	1 842,779	1 746,078	1 777,168	1 848,103	1 911,389	3,7%	3,4%
Placements liquides ou à court terme	2 266,795	2 363,371	2 405,706	2 480,508	2 513,648	2 534,675	2 487,968	2 485,367	2 450,869	-2,5%	-1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 855,259	1 900,314	1 914,255	1 929,762	1 981,872	2 072,248	2 074,865	2 077,581	2 099,954	6,0%	1,1%
dont livrets ordinaires	700,171	711,461	705,370	700,743	723,516	737,302	710,054	718,718	735,129	1,6%	2,3%
dont livrets A et bleus	535,760	550,932	558,500	574,912	594,428	690,033	714,631	712,848	720,867	21,3%	1,1%
dont livrets jeunes	36,904	37,006	37,597	37,883	39,830	38,626	39,260	39,087	40,029	0,5%	2,4%
dont livrets d'épargne populaire	128,520	132,448	135,384	137,084	137,414	118,248	122,350	122,469	119,914	-12,7%	-2,1%
dont livrets de développement durable	220,877	233,588	241,244	246,198	255,946	258,823	258,919	256,566	258,270	0,9%	0,7%
dont comptes d'épargne logement	233,027	234,879	236,159	232,942	230,738	229,216	229,651	227,893	225,745	-2,2%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	411,536	463,057	491,451	550,746	531,776	462,427	413,103	407,786	350,915	-34,0%	-13,9%
dont comptes créditeurs à terme	278,167	315,029	330,037	373,540	396,331	317,876	285,141	252,948	224,891	-43,3%	-11,1%
dont bons de caisse	13,561	12,924	12,418	12,141	13,673	14,022	13,636	13,347	13,099	-4,2%	-1,9%
dont OPCVM monétaires	119,808	135,104	148,996	165,065	121,772	130,529	114,326	141,491	112,925	-7,3%	-20,2%
Epargne à long terme	2 984,363	2 964,187	2 962,625	2 932,241	2 920,490	2 950,682	3 019,556	3 092,686	3 153,079	8,0%	2,0%
dont plans d'épargne logement	823,680	808,923	791,055	769,991	769,858	756,127	746,667	740,191	754,947	-1,9%	2,0%
dont plans d'épargne populaire	84,768	82,379	79,135	75,011	72,990	71,139	69,010	67,881	67,946	-6,9%	0,1%
dont actions	184,824	158,784	151,385	137,648	108,076	108,487	123,918	146,430	143,136	32,4%	-2,2%
dont obligations	105,738	119,894	123,164	122,561	141,232	152,204	170,738	179,591	190,881	35,2%	6,3%
dont OPCVM non monétaires	187,940	170,833	163,682	156,886	147,351	142,505	145,936	153,093	150,354	2,0%	-1,8%
dont contrats d'assurance-vie	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	1 785,201	1 825,036	9,8%	2,2%
dont contrats PERP	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	11,883	12,408	20,9%	4,4%
Autres agents	454,287	472,797	433,673	437,227	471,333	463,224	441,098	463,764	431,450	-8,5%	-7,0%
Dépôts à vue	115,510	136,621	100,872	115,298	113,412	131,999	108,502	149,046	115,804	2,1%	-22,3%
Placements liquides ou à court terme	101,765	110,905	113,195	110,962	130,945	135,425	125,142	100,882	106,589	-18,6%	5,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	14,372	14,421	14,004	14,116	14,434	15,525	15,659	15,252	15,418	6,8%	1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	87,393	96,484	99,191	96,846	116,511	119,900	109,483	85,630	91,171	-21,7%	6,5%
Epargne à long terme	237,012	225,271	219,606	210,967	226,976	195,800	207,454	213,836	209,057	-7,9%	-2,2%
Total actifs financiers	10 089,105	9 958,287	9 917,750	10 082,992	10 147,986	9 944,378	9 949,788	10 228,419	10 379,398	2,3%	1,5%
Dépôts à vue	3 237,419	2 987,712	2 970,569	2 972,145	3 145,260	2 948,331	2 943,216	3 176,806	3 315,209	5,4%	4,4%
Placements liquides ou à court terme	3 443,277	3 599,358	3 579,492	3 638,863	3 677,162	3 680,080	3 597,318	3 547,745	3 489,980	-5,1%	-1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 870,562	1 915,677	1 929,061	1 944,568	1 997,027	2 088,444	2 091,257	2 094,169	2 115,989	6,0%	1,0%
dont livrets ordinaires	715,358	726,703	720,035	715,402	738,520	753,301	726,271	735,145	751,060	1,7%	2,2%
dont livrets A et bleus	535,876	551,052	558,644	575,056	594,578	690,229	714,802	713,011	720,972	21,3%	1,1%
dont livrets jeunes	36,904	37,006	37,597	37,883	39,829	38,627	39,260	39,085	40,029	0,5%	2,4%
dont livrets d'épargne populaire	128,520	132,449	135,383	137,085	137,416	118,250	122,350	122,469	119,913	-12,7%	-2,1%
dont livrets de développement durable	220,877	233,589	241,243	246,198	255,948	258,822	258,921	256,567	258,269	0,9%	0,7%
dont comptes d'épargne logement	233,027	234,878	236,159	232,944	230,736	229,215	229,653	227,892	225,746	-2,2%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	1 572,715	1 683,681	1 650,431	1 694,315	1 680,135	1 591,636	1 506,061	1 453,576	1 373,991	-18,2%	-5,5%
dont comptes créditeurs à terme	656,746	743,425	735,683	800,874	824,439	724,153	716,259	647,081	617,075	-25,2%	-4,6%
dont bons de caisse	17,159	15,858	14,276	13,486	15,772	16,121	14,385	14,498	14,188	-10,0%	-2,1%
dont certificats de dépôt	397,067	419,587	411,623	391,076	419,414	393,424	323,245	314,188	327,082	-22,0%	4,1%
dont OPCVM monétaires	501,743	504,811	488,849	488,879	420,510	457,938	452,172	477,809	415,646	-1,2%	-13,0%
Epargne à long terme	3 408,409	3 371,217	3 367,689	3 471,964	3 325,564	3 315,967	3 409,254	3 503,868	3 574,209	7,5%	2,0%
dont plans d'épargne logement	823,677	808,922	791,055	769,993	769,857	756,127	746,665	740,191	754,948	-1,9%	2,0%
dont plans d'épargne populaire	84,770	82,379	79,135	75,011	72,989	71,138	69,011	67,882	67,946	-6,9%	0,1%
dont autres comptes d'épargne	9,164	8,689	8,986	9,067	8,607	8,540	8,877	8,416	8,370	-2,8%	-0,5%
dont actions	204,836	175,880	168,803	151,730	122,314	119,339	138,204	163,974	161,687	32,2%	-1,4%
dont obligations	247,211	264,008	276,382	425,601	300,965	312,440	339,888	360,311	386,502	28,4%	7,3%
dont OPCVM non monétaires	450,502	416,654	398,110	379,485	378,455	336,704	352,197	366,010	357,312	-5,6%	-2,4%
dont contrats d'assurance-vie	1 579,751	1 605,635	1 635,760	1 651,286	1 662,114	1 700,896	1 743,065	1 785,201	1 825,036	9,8%	2,2%
dont contrats PERP	8,498	9,050	9,458	9,791	10,263	10,783	11,347	11,883	12,408	20,9%	4,4%

L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

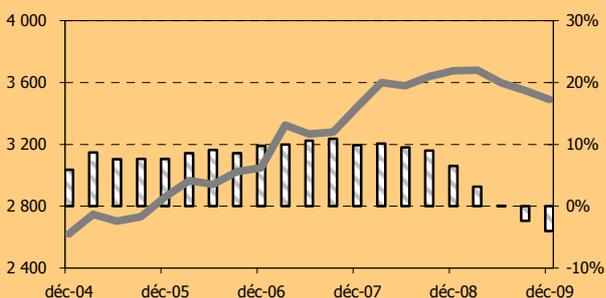
Ensemble des actifs financiers



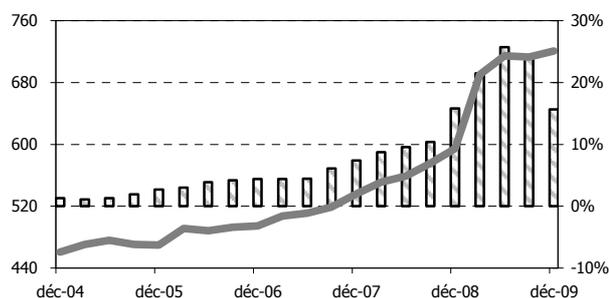
Dépôts à vue



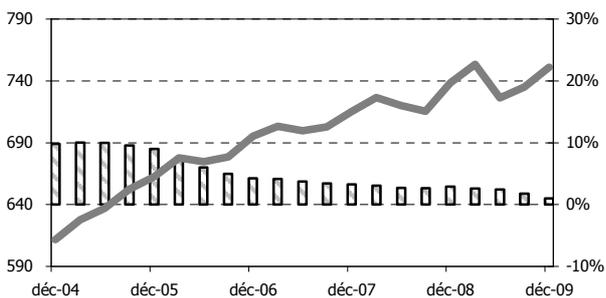
Ensemble des placements liquides ou à court terme



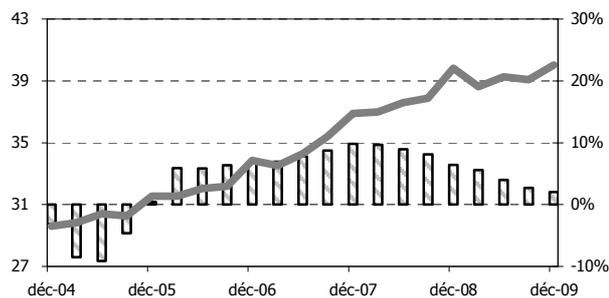
Livrets 'A'



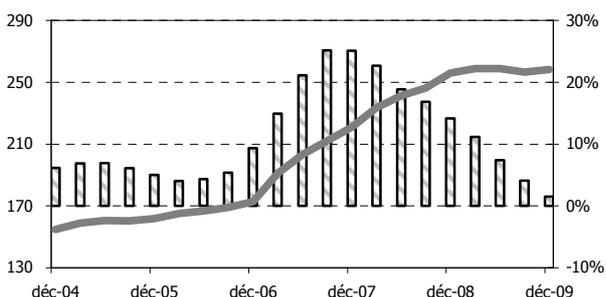
Livrets ordinaires



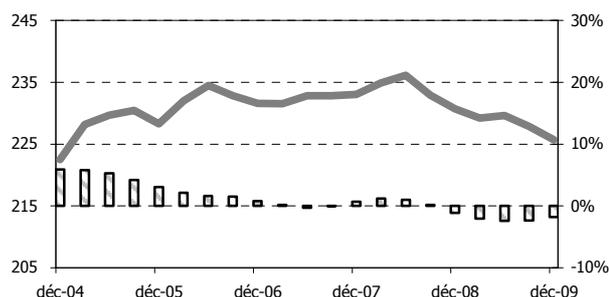
Livrets jeunes



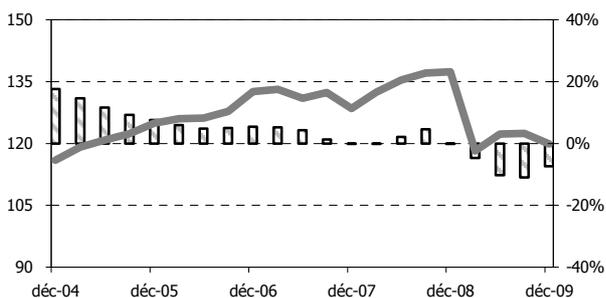
Livrets de développement durable



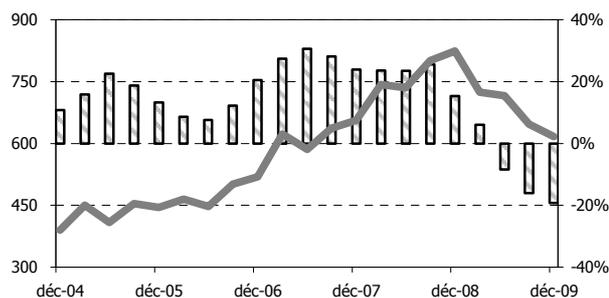
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire

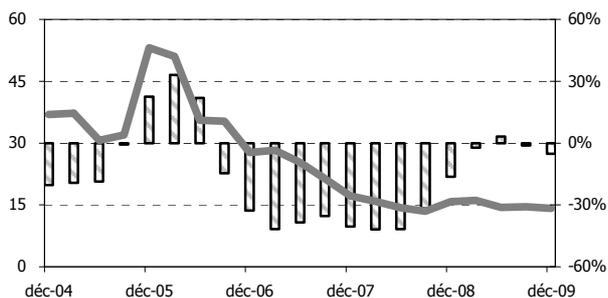


Dépôts à terme

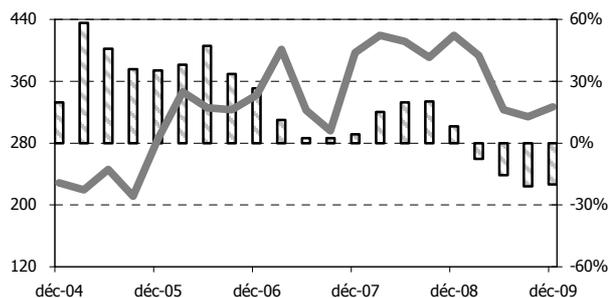


Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
 et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

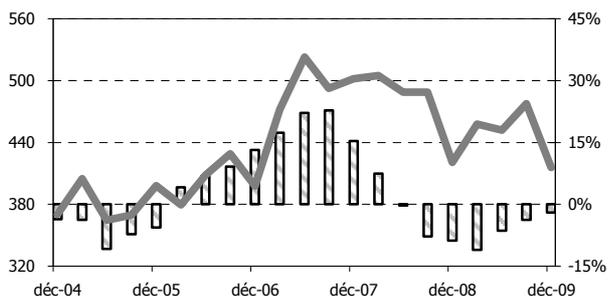
Bons de caisse et bons d'épargne



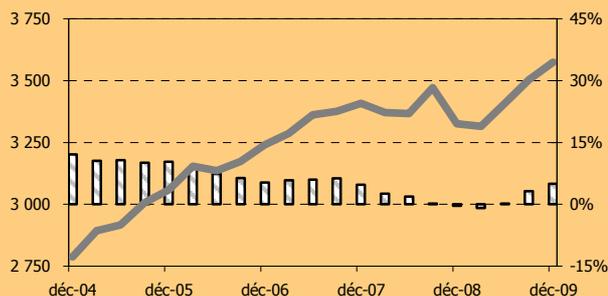
Certificats de dépôts négociables



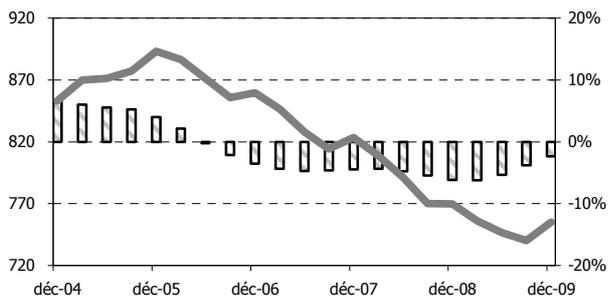
OPCVM monétaires



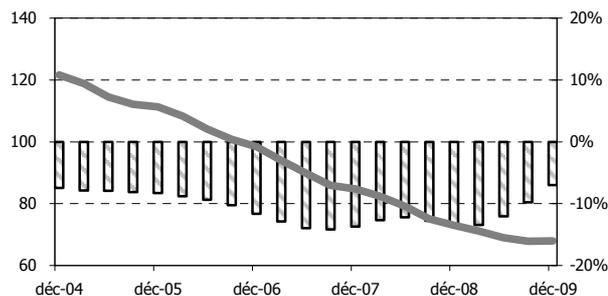
Epargne à long terme



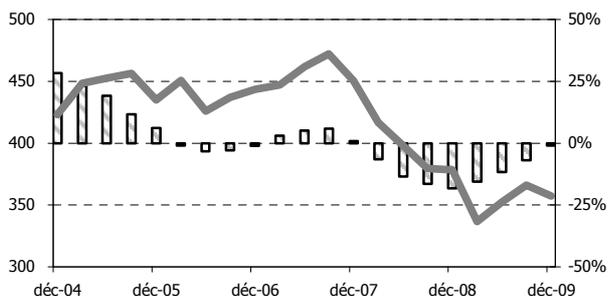
Plans d'épargne logement



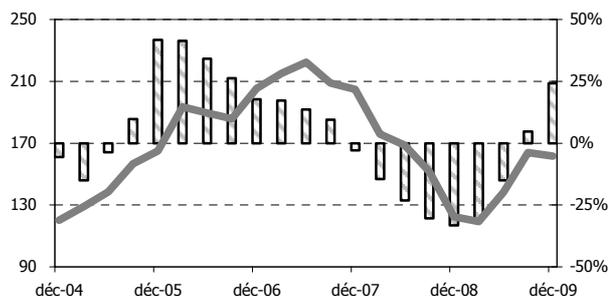
Plans d'épargne populaire



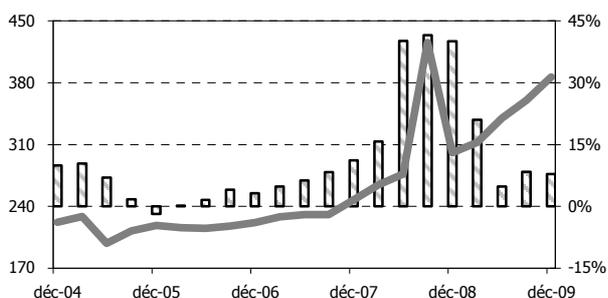
OPCVM titres en portefeuille titres



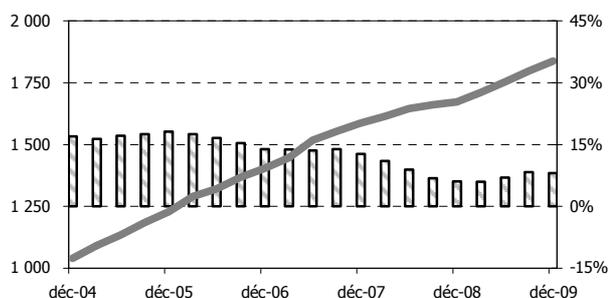
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres



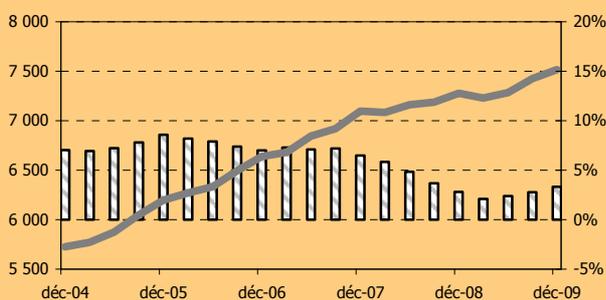
Assurance-vie



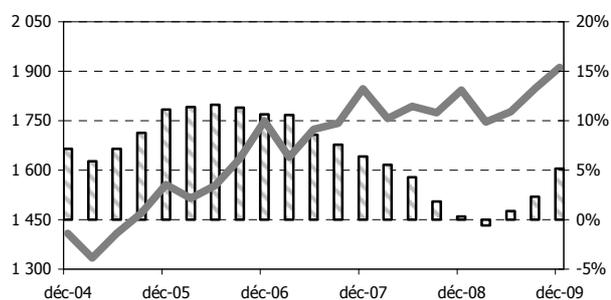
Les placements des ménages

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

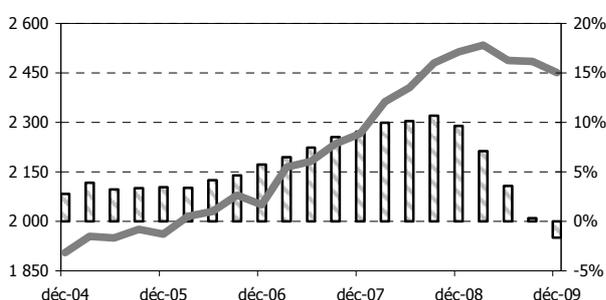
Ensemble des actifs financiers des ménages



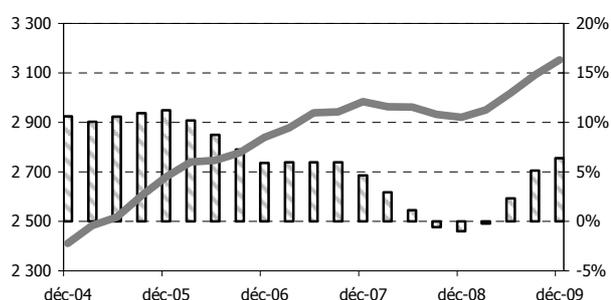
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides des ménages



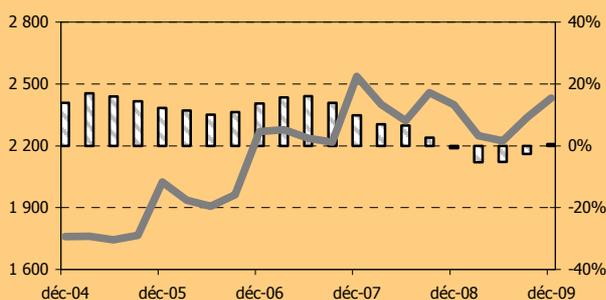
Epargne à long terme des ménages



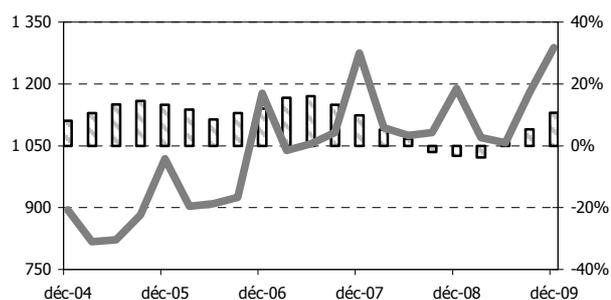
Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

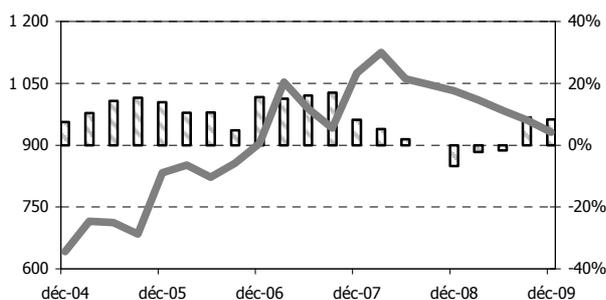
Ensemble des actifs financiers des sociétés non financières



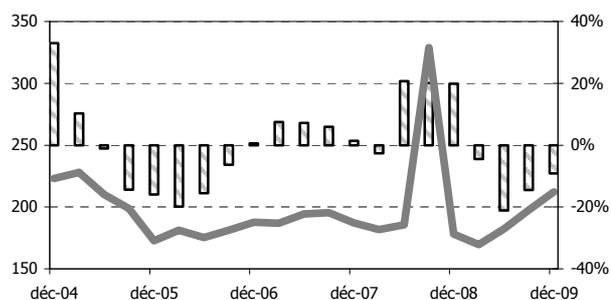
Dépôts à vue des sociétés non financières



Placements liquides des sociétés non financières



Epargne à long terme des sociétés non financières



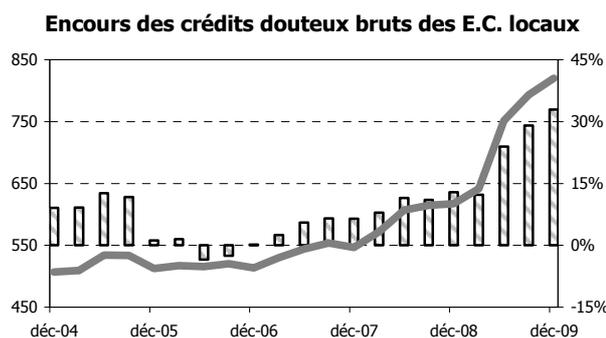
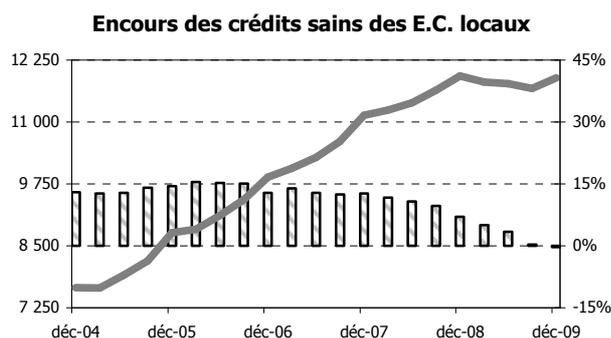
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations		
	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	1 an	1 trim	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	1 155,654	1 121,469	1 206,549	1 263,323	1 331,429	1 212,385	1 181,898	1 109,640	1 164,416	-12,5%	4,9%	
Créances commerciales	152,888	118,353	134,631	129,582	155,662	111,717	115,806	107,145	124,115	-20,3%	15,8%	
Crédits de trésorerie	582,992	618,590	641,160	691,191	716,098	693,324	639,710	600,750	621,287	-13,2%	3,4%	
(dt) Entrepreneurs individuels	115,248	117,227	115,353	115,039	117,583	112,733	108,051	106,484	113,714	-3,3%	6,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	277,983	261,869	292,765	300,391	284,141	261,274	275,790	251,103	233,157	-17,9%	-7,1%	
Affacturage	141,791	122,657	137,993	142,159	175,528	146,070	150,592	150,642	185,857	5,9%	23,4%	
Crédits d'investissement	2 739,789	2 813,642	2 793,808	2 838,401	2 921,793	2 927,564	2 876,243	2 855,818	2 854,305	-2,3%	-0,1%	
Crédits à l'équipement	2 480,486	2 500,852	2 510,335	2 539,964	2 615,095	2 624,796	2 582,333	2 571,867	2 573,876	-1,6%	0,1%	
(dt) Entrepreneurs individuels	224,845	215,537	211,458	212,932	210,348	202,149	197,266	195,031	187,188	-11,0%	-4,0%	
Crédit-bail	259,303	312,790	283,473	298,437	306,698	302,768	293,910	283,951	280,429	-8,6%	-1,2%	
Crédits à l'habitat	798,074	814,528	834,727	860,444	895,406	903,195	877,684	886,044	896,019	0,1%	1,1%	
Autres crédits	59,770	55,437	55,836	62,483	55,475	72,100	69,758	74,360	74,008	33,4%	-0,5%	
Encours sain	4 753,287	4 805,076	4 890,920	5 024,651	5 204,103	5 115,244	5 005,583	4 925,862	4 988,748	-4,1%	1,3%	
Ménages												
Crédits à la consommation	1 655,381	1 647,641	1 667,203	1 690,226	1 668,513	1 642,191	1 622,833	1 612,338	1 633,821	-2,1%	1,3%	
Crédits de trésorerie	1 541,583	1 522,788	1 544,879	1 565,450	1 546,868	1 517,617	1 500,088	1 493,785	1 517,685	-1,9%	1,6%	
Comptes ordinaires débiteurs	45,921	47,515	46,536	47,817	41,249	44,254	42,784	39,976	40,918	-0,8%	2,4%	
Crédit-bail	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	78,577	75,218	-6,4%	-4,3%	
Crédits à l'habitat	3 817,180	3 848,339	3 908,108	3 988,408	4 086,994	4 091,086	4 128,400	4 145,205	4 241,176	3,8%	2,3%	
Autres crédits	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,039	2,038	1,957	-8,9%	-4,0%	
Encours sain	5 475,108	5 499,339	5 577,905	5 680,837	5 757,656	5 735,448	5 753,272	5 759,581	5 876,954	2,1%	2,0%	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	30,531	38,536	19,517	26,349	32,250	11,853	13,823	22,322	22,456	-30,4%	0,6%	
Crédits de trésorerie	28,194	36,262	16,851	23,944	28,233	9,465	10,305	20,379	22,240	-21,2%	9,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	1,943	0,216	n.s.	-88,9%	
Crédits d'investissement	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,571	568,668	563,880	2,1%	-0,8%	
Crédits à l'équipement	597,865	578,058	556,639	550,681	552,268	575,102	580,296	568,404	563,121	2,0%	-0,9%	
Autres crédits	2,479	3,305	4,053	2,155	2,416	4,990	5,424	6,076	7,384	205,6%	21,5%	
Encours sain	630,875	619,899	580,209	579,185	586,934	593,445	601,318	598,566	595,220	1,4%	-0,6%	
Autres agents												
Encours sain	279,289	316,607	338,463	355,082	376,436	363,557	415,742	391,519	426,127	13,2%	8,8%	
TOTAL												
Encours sain	11 138,559	11 240,921	11 387,497	11 639,755	11 925,129	11 807,694	11 775,915	11 675,528	11 887,049	-0,3%	1,8%	
Créances douteuses brutes	546,758	571,538	606,552	614,569	616,983	641,987	751,749	793,389	820,253	32,9%	3,4%	
Créances douteuses nettes	191,696	201,436	222,158	234,543	233,318	237,089	273,545	302,597	306,846	31,5%	1,4%	
(dt) Entreprises	110,214	110,563	127,214	138,428	161,849	142,086	159,812	179,520	194,499	20,2%	8,3%	
(dt) Ménages	81,027	88,522	92,771	94,035	69,414	82,030	98,009	107,831	109,827	58,2%	1,9%	
Provisions	355,062	370,102	384,394	380,026	383,665	404,898	478,204	490,792	513,407	33,8%	4,6%	
Encours brut total	11 685,317	11 812,459	11 994,049	12 254,324	12 542,112	12 449,681	12 527,664	12 468,917	12 707,302	1,3%	1,9%	
Taux de créances douteuses	4,7%	4,8%	5,1%	5,0%	4,9%	5,2%	6,0%	6,4%	6,5%	1,5 pt	0,1 pt	
Taux de provisionnement	64,9%	64,8%	63,4%	61,8%	62,2%	63,1%	63,6%	61,9%	62,6%	0,4 pt	0,7 pt	

L'évolution de l'endettement des agents économiques

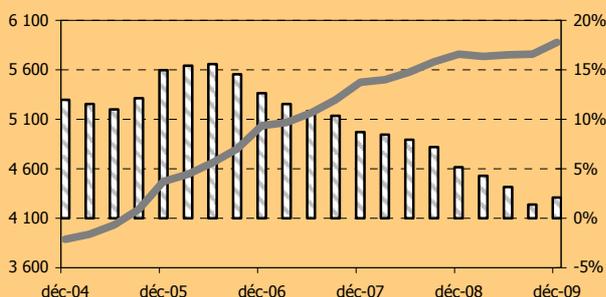
Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



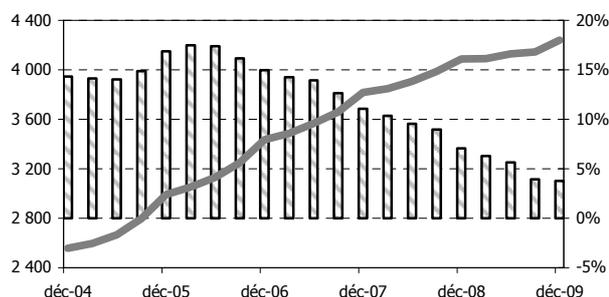
L'endettement des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

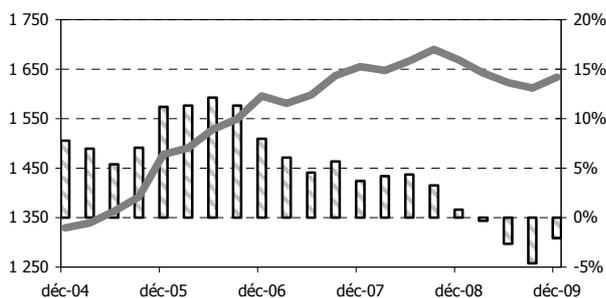
Ensemble des encours sains aux ménages



Crédits à l'habitat aux ménages



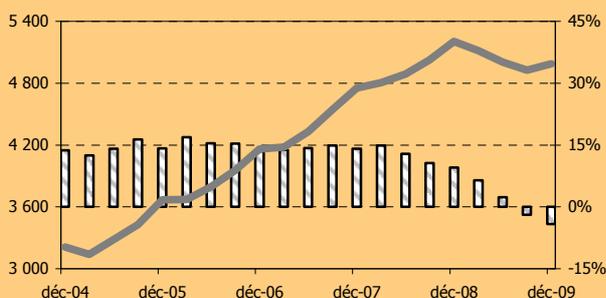
Crédits à la consommation des ménages



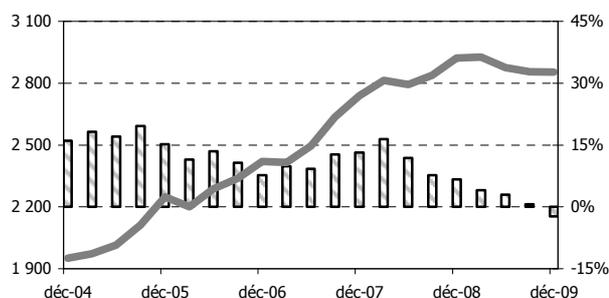
L'endettement des entreprises

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

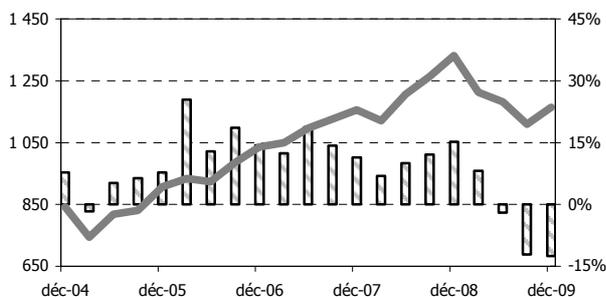
Ensemble des encours sains aux entreprises



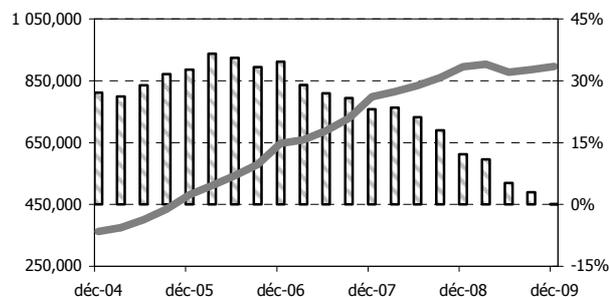
Crédits d'investissement des entreprises



Crédits d'exploitation des entreprises



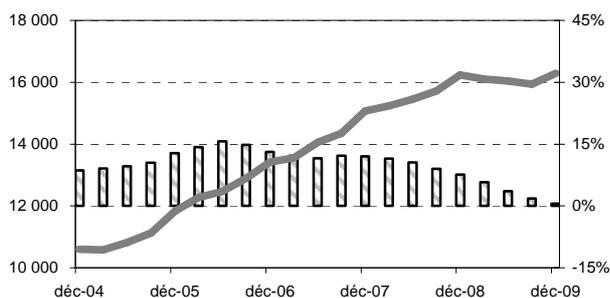
Crédits à l'habitat des entreprises



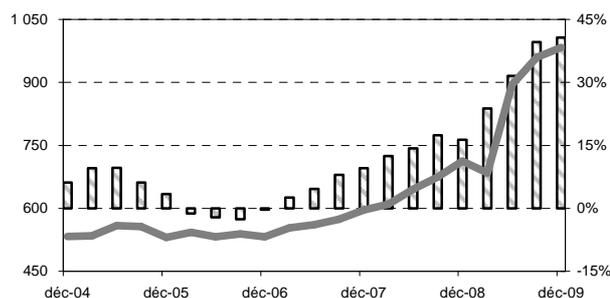
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	1 195,409	1 170,000	1 256,676	1 305,972	1 416,280	1 267,957	1 231,629	1 158,708	1 207,712	-14,7%	4,2%
<i>Créances commerciales</i>	154,861	119,923	136,644	131,610	158,352	113,084	118,611	108,944	125,906	-20,5%	15,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	593,592	636,398	665,274	705,928	769,853	718,019	661,379	630,309	642,180	-16,6%	1,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	116,699	118,942	116,803	116,463	118,952	113,938	109,048	107,405	114,554	-3,7%	6,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	288,100	276,645	301,265	310,970	296,374	280,031	290,066	258,915	243,000	-18,0%	-6,1%
<i>Affecturance</i>	158,856	137,034	153,493	157,464	191,701	156,823	161,573	160,540	196,626	2,6%	22,5%
Crédits d'investissement	3 221,279	3 353,833	3 360,758	3 412,794	3 505,809	3 510,372	3 346,320	3 305,957	3 331,279	-5,0%	0,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 801,400	2 879,327	2 924,513	2 953,541	3 033,316	3 035,311	2 876,998	2 846,367	2 876,697	-5,2%	1,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	261,970	253,207	250,973	254,672	250,341	244,234	238,120	235,965	229,858	-8,2%	-2,6%
<i>Crédit-bail</i>	419,879	474,506	436,245	459,253	472,493	475,061	469,322	459,590	454,582	-3,8%	-1,1%
Crédits à l'habitat	2 652,189	2 661,169	2 679,166	2 697,956	2 750,522	2 757,497	2 749,521	2 772,714	2 806,243	2,0%	1,2%
Autres crédits	60,345	55,988	56,349	62,971	55,936	72,534	70,164	74,739	74,358	32,9%	-0,5%
Encours sain	7 129,222	7 240,990	7 352,949	7 479,693	7 728,547	7 608,360	7 397,634	7 312,118	7 419,592	-4,0%	1,5%
Ménages											
Crédits à la consommation	1 720,891	1 712,645	1 732,128	1 756,217	1 733,818	1 706,392	1 687,020	1 677,041	1 698,938	-2,0%	1,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 606,658	1 587,699	1 609,698	1 631,325	1 612,048	1 581,684	1 564,064	1 558,279	1 582,618	-1,8%	1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	46,356	47,608	46,642	47,933	41,374	44,388	42,995	40,185	41,102	-0,7%	2,3%
<i>Crédit-bail</i>	67,877	77,338	75,788	76,959	80,396	80,320	79,961	78,577	75,218	-6,4%	-4,3%
Crédits à l'habitat	4 130,491	4 172,373	4 247,961	4 341,936	4 455,067	4 462,770	4 556,933	4 581,067	4 683,733	5,1%	2,2%
Autres crédits	2,547	3,359	2,594	2,203	2,149	2,171	2,161	2,141	2,040	-5,1%	-4,7%
Encours sain	5 853,929	5 888,377	5 982,683	6 100,356	6 191,034	6 171,333	6 246,114	6 260,249	6 384,711	3,1%	2,0%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	43,531	56,305	49,340	41,899	37,000	16,553	15,523	23,322	25,456	-31,2%	9,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	41,194	54,031	46,674	39,494	32,983	14,165	12,005	21,379	25,240	-23,5%	18,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,337	2,274	2,666	2,405	4,017	2,388	3,518	1,943	0,216	n.s.	-88,9%
Crédits d'investissement	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 791,271	1 765,517	1 848,027	6,5%	4,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 675,016	1 633,881	1 615,853	1 610,588	1 734,945	1 775,301	1 790,996	1 765,253	1 847,268	6,5%	4,6%
Crédits à l'habitat	0,112	0,106	0,100	0,094	0,089	1,589	1,500	1,500	1,500	n.s.	n.s.
Autres crédits	5,051	5,267	5,310	2,905	2,460	5,015	5,443	6,076	7,384	200,2%	21,5%
Encours sain	1 723,710	1 695,559	1 670,603	1 655,486	1 774,494	1 798,458	1 813,737	1 796,415	1 882,367	6,1%	4,8%
Autres agents											
Encours sain	360,469	410,742	445,200	480,791	545,602	527,641	582,757	561,725	602,379	10,4%	7,2%
TOTAL											
Encours sain	15 067,330	15 235,668	15 451,435	15 716,326	16 239,677	16 105,792	16 040,242	15 930,507	16 289,049	0,3%	2,3%
Créances douteuses brutes	596,551	609,422	645,460	674,224	712,188	684,241	894,424	959,391	982,742	38,0%	2,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	241,163	238,994	260,910	294,042	328,523	279,343	412,050	464,429	466,935	42,1%	0,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	130,655	131,786	146,914	157,610	196,115	173,648	195,559	236,381	344,343	75,6%	45,7%
<i>(dt) Ménages</i>	86,406	93,967	97,655	99,558	74,750	87,777	104,343	114,347	115,542	54,6%	1,0%
Provisions	355,388	370,428	384,550	380,182	383,665	404,898	482,374	494,962	515,807	34,4%	4,2%
Encours brut total	15 663,881	15 845,090	16 096,895	16 390,550	16 951,865	16 790,033	16 934,666	16 889,898	17 271,791	1,9%	2,3%
Taux de créances douteuses	3,8%	3,8%	4,0%	4,1%	4,2%	4,1%	5,3%	5,7%	5,7%	1,5 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	59,6%	60,8%	59,6%	56,4%	53,9%	59,2%	53,9%	51,6%	52,5%	-1,4 pt	0,9 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



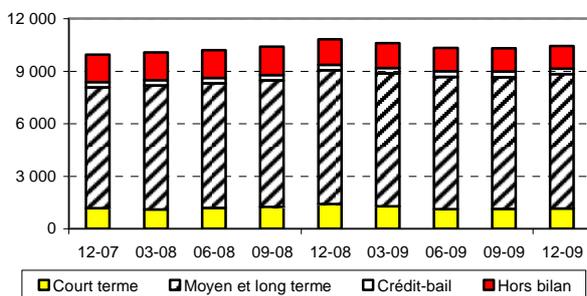
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



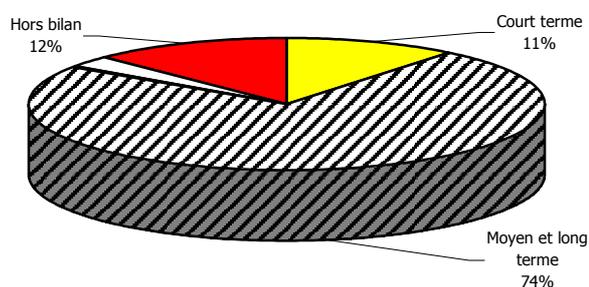
5. Risques sectoriels

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

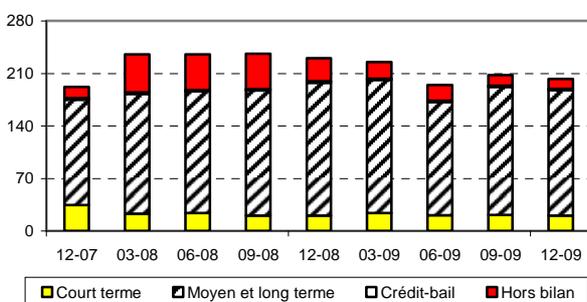


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009

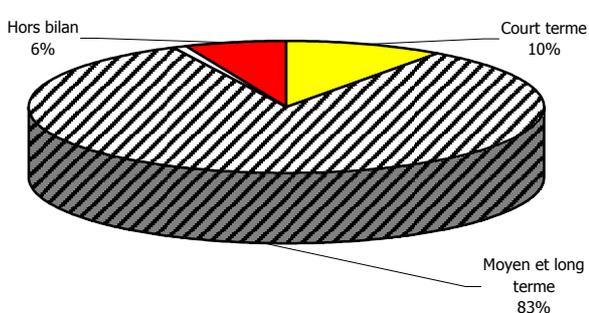


Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

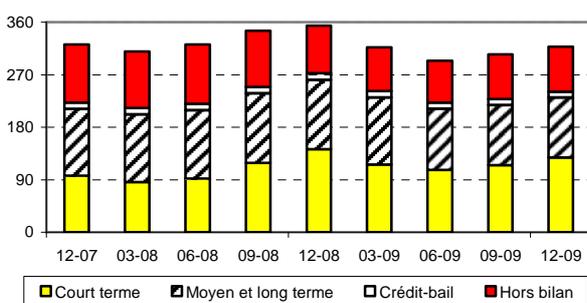


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009

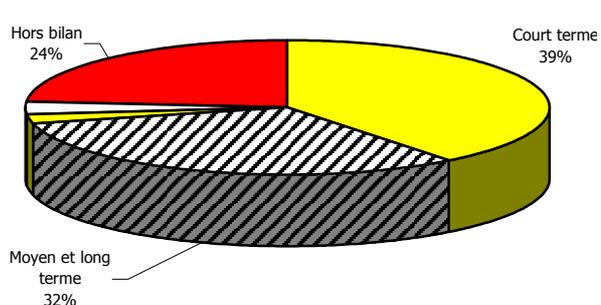


Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

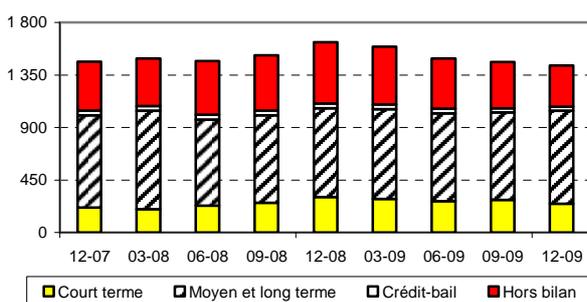


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009

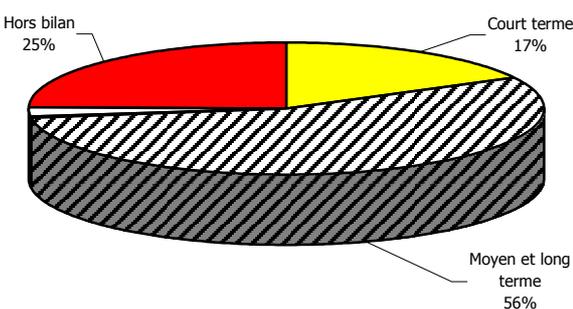


Risques bancaires sur le secteur de la construction

Risques en millions d'€

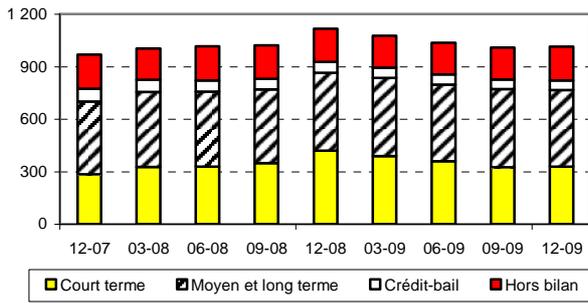


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009

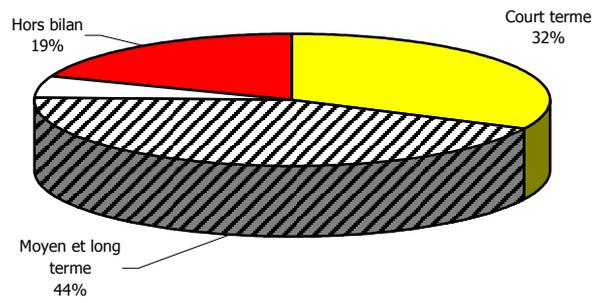


Risques bancaires sur le secteur du commerce

Risques en millions d'€

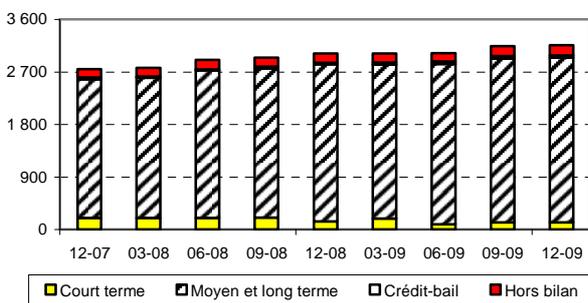


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009

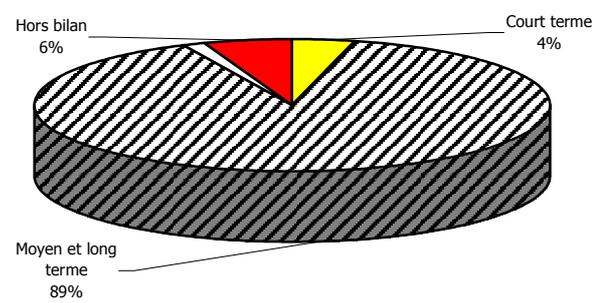


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'€

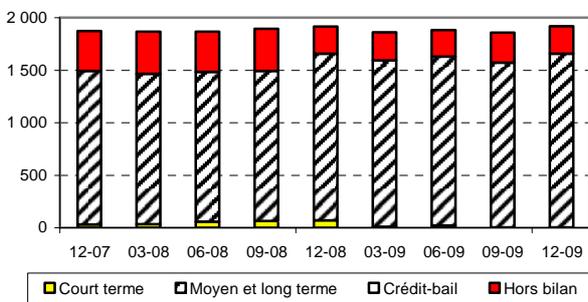


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009

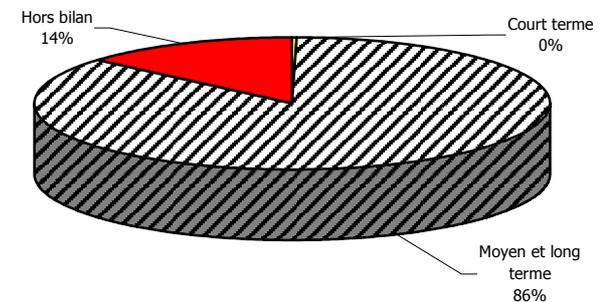


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'€

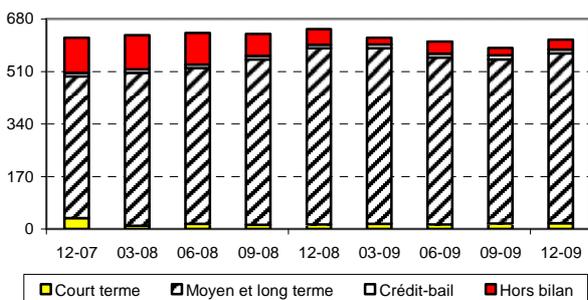


Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009

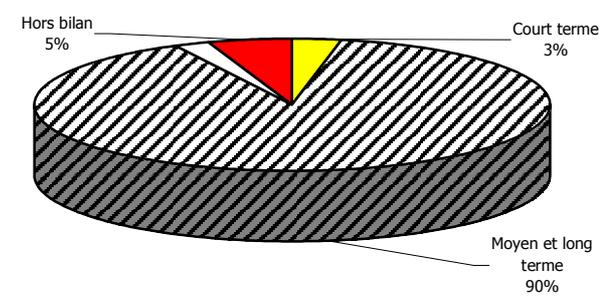


Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale

Risques en millions d'€



Répartition des risques par secteur à fin décembre 2009



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

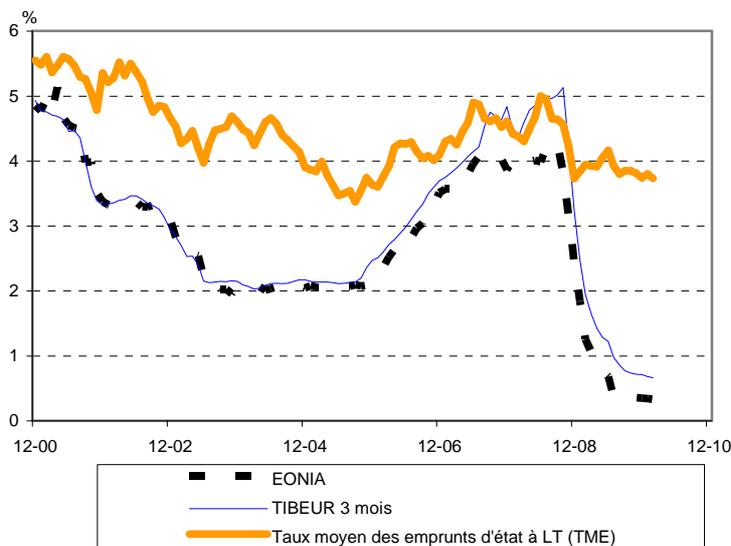
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/05/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
1,25%	1,25%	1,75%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2,50%	0,75%	

* Hors prime d'état

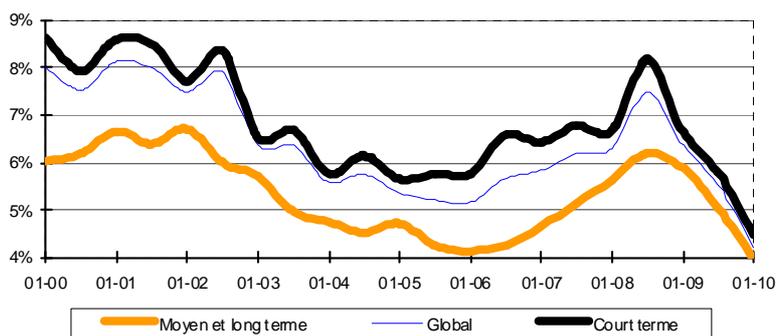
Taux d'intérêt légal	
Année 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%
Année 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-09	juil-09	janv-10
Court terme	6,64%	5,79%	4,46%
. Escompte	6,71%	4,22%	4,28%
. Découvert	7,22%	9,48%	6,11%
. Autres CT	5,66%	3,46%	2,79%
Moyen et long terme	5,87%	5,06%	3,95%
Taux moyen pondéré global	6,36%	5,53%	4,22%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		juil-08	oct-08	janv-09	avr-09	juil-09	oct-09	janv-10
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%	6,57%
	- Prêts à taux variable	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%	5,92%
	- Prêts relais	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%	6,40%
	Autres prêts							
- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%	21,45%	
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%	8,88%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%	19,71%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%	13,21%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

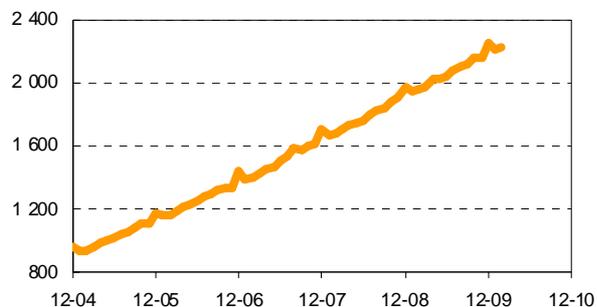
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

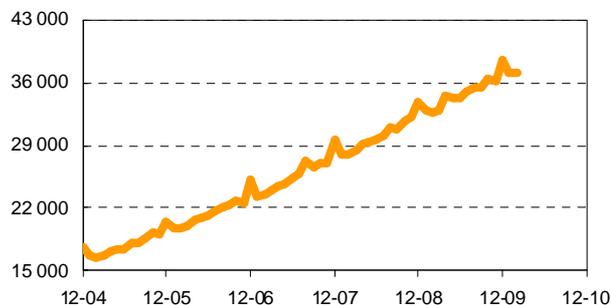
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin février 2010)

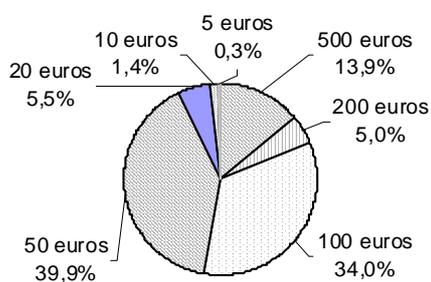
en valeur (en millions d'€)



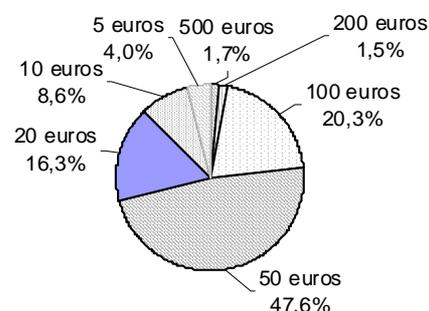
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur à fin septembre 2009



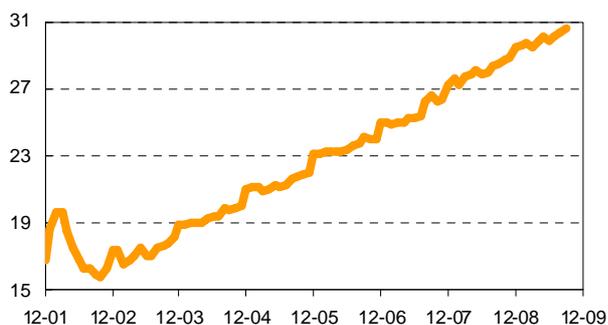
Répartition par quantité à fin septembre 2009



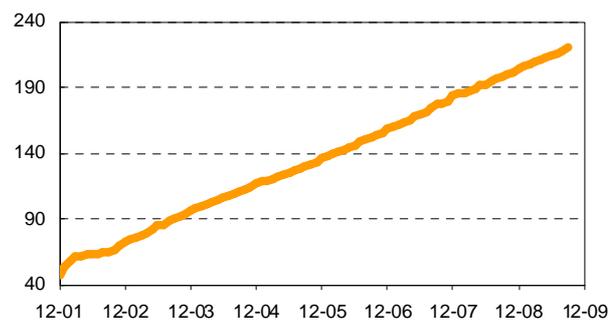
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin septembre 2009)

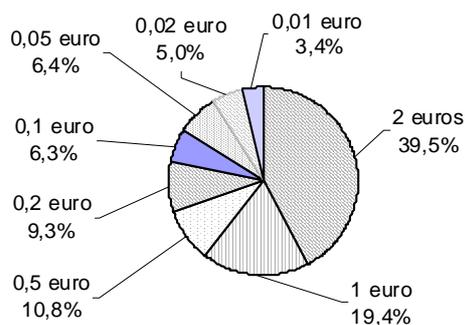
en valeur (en millions d'€)



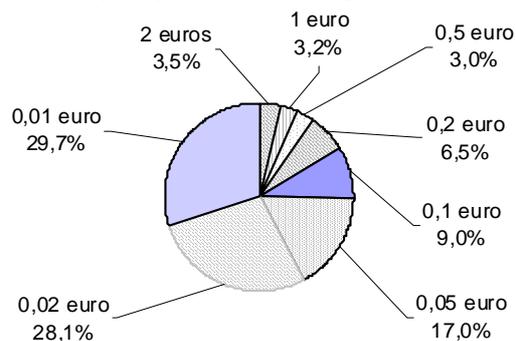
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur à fin septembre 2009



Répartition par quantité à fin septembre 2009



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis
Réunion

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer le 15 mars 2010
Dépôt légal N° 142 – Mars 2010